

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE L'AFA 2019

An English version of the Client Briefing is available below.

Le 9 juillet 2020, l'AFA a publié son rapport d'activité 2019. A l'inverse du rapport d'activité 2018 qui avait précisé les attentes de l'AFA quant à la mise en œuvre des mesures du programme anticorruption (*voir notre Client Briefing – AFA 2018 Annual Report*), ce troisième rapport se veut plus descriptif bien qu'il laisse percevoir d'éventuelles évolutions des méthodes de contrôles, privilégiant l'approche thématique à une approche exhaustive. Ce rapport met surtout en valeur le renforcement de la coopération entre l'AFA et les autres administrations ainsi qu'avec les autorités étrangères de lutte anticorruption. Si en 2018, l'AFA cherchait à affirmer ses standards de lutte contre la corruption, cette année, c'est son positionnement international qu'elle cherche à mettre en évidence.

CHIFFRES CLÉS

40 contrôles ont été entrepris en 2019 (contre 47 en 2018) ;

- 36 contrôles à l'initiative de l'AFA (contre 43 en 2018) ; et
- 4 contrôles d'exécution de conventions judiciaires d'intérêt public, ouverts en 2018 et poursuivis en 2019.

20 contrôles ont porté sur des acteurs privés (3 « contrôles globaux » sur des entreprises du CAC 40, 12 « contrôles thématiques » sur des entreprises dont le secteur d'activité est particulièrement exposé au risque de corruption, 5 « contrôles de suites » d'avertissements émis par le directeur de l'AFA), et 16 contrôles sur des acteurs publics. La réalisation de contrôles « thématiques », portant uniquement sur certaines composantes du programme anticorruption, est à saluer en ce qu'elle devrait permettre une approche plus ciblée du contrôle, limitant ainsi la volumétrie d'informations et de documents demandées aux entités, en opposition à l'approche systématique pratiquée majoritairement par l'agence aujourd'hui.

En matière de formation et de conseil, l'AFA a procédé à 69 interventions de sensibilisation sur la prévention de la corruption et à 50 formations sur ce sujet. Elle a également traité 109 saisines écrites (76 portant venant d'acteurs économiques et 33 d'acteurs publics).

A retenir

- L'AFA a effectué 40 contrôles en 2019, dont 20 sur des acteurs privés
- Sur ces 40 contrôles, 36 ont été réalisés à l'initiative de l'AFA et 4 en exécution de conventions judiciaires d'intérêt public
- L'AFA considère que l'engagement des instances dirigeantes reste généralement insuffisant et que la méthodologie de cartographie des risques et de l'évaluation des tiers est encore trop approximative (à l'inverse du code de conduite, de la ligne d'alerte ou de la formation, plus faciles à mettre en œuvre)
- L'AFA relève que les manquements portent aujourd'hui moins sur l'absence totale de mesures de prévention, que sur une non-conformité ou un défaut de déploiement de la mesure en question
- L'année 2019 a été marquée par les premières saisines de la commission des sanctions
- La coopération entre l'AFA et les autorités étrangères de lutte contre la corruption s'est considérablement renforcée

CLIFFORD CHANCE

L'AFA a reçu 229 signalements, dont 2 ont contribué à la décision du directeur de l'AFA d'initier un contrôle (l'un sur les obligations contenues dans l'article 17 de la loi Sapin II et l'autre sur le fondement de l'article 3 de la loi Sapin II).

L'AFA a adressé 7 signalements au Parquet National Financier et aux parquets de Paris, Bordeaux, Marseille et Nanterre sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale. Les faits signalés sont susceptibles de caractériser des atteintes à la probité, mais aussi d'autres infractions, comme de fraude fiscale, banqueroute, escroquerie ou encore recel de faux en matière d'œuvres d'art et contrefaçon d'œuvres d'art. Parmi ces signalements, 4 ont porté sur des acteurs publics ayant fait l'objet d'un contrôle de l'AFA et 3 ont porté sur des acteurs privés qui ne sont pas liés à des contrôles. Jugés suffisamment sérieux pour être transmis à des autorités de poursuite, ils sont issus de signalements adressés à l'AFA.

En revanche, aucun fait susceptible de constituer une entrave au contrôle de l'AFA n'a été signalé.

Principaux chiffres sur les entreprises contrôlées

- Chiffre d'affaires compris entre 102 millions d'euros et 58 millions d'euros
- Effectif compris entre 1500 et 211 000 collaborateurs
- Nombre de filiales compris entre 1 et 505, dont en moyenne 56% à l'étranger

LES ENSEIGNEMENTS TIRES DES CONTROLES ET DE LA PREMIERE DECISION DE LA COMMISSION DES SANCTIONS

L'AFA tire trois enseignements des contrôles effectués en 2019 :

- L'engagement des instances dirigeantes progresse, mais reste, cependant, toujours insuffisant ; cette remarque avait déjà été formulée dans le rapport d'activité 2018 et reste donc d'actualité ;
- Certaines mesures du dispositif anticorruption, tels que le code de conduite, la formation et le dispositif d'alerte interne apparaissent plus aisées à mettre en place à l'inverse d'autres mesures dont la méthodologie reste encore approximative (par exemple, la cartographie des risques ou l'évaluation des tiers) ;
- Les manquements constatés portent désormais davantage sur la non-conformité ou le défaut de déploiement des mesures ou des procédures de lutte contre la corruption, que sur l'inexistence de la mesure ou de la procédure.

Le rapport souligne également que l'année 2019 a permis d'évaluer l'impact des avertissements émis par le directeur de l'AFA. Les deux contrôles de suites d'avertissements achevés en 2019 ont abouti à la levée de l'ensemble des manquements initialement constatés, confortant l'agence dans son approche.

La mention de la première décision de la commission des sanctions, rendue le 4 juillet 2019, est également l'occasion pour l'AFA de réaffirmer ses choix méthodologiques et procéduraux lors des contrôles. Bien que la commission ait considéré que les manquements constatés dans le rapport final de contrôle de l'AFA n'étaient plus constitués au moment de l'audience, l'AFA se félicite dans son rapport du fait que cette décision rappelle que :

- les recommandations adressées aux entreprises ont une importance considérable car elles leur permettent d'améliorer leur dispositif anticorruption et d'annihiler les manquements constatés, tout en rappelant qu'elle n'ont pas de valeur juridique ;
- l'AFA peut demander tout document utile au contrôle ;

- la présence du directeur de l'AFA à l'audience publique ne porte pas atteinte aux principes d'indépendance et d'impartialité.

LA COOPERATION JUDICIAIRE ET ADMINISTRATIVE

L'AFA tend ainsi à s'inscrire de plus en plus dans le paysage judiciaire et administratif français et à devenir un interlocuteur privilégié du parquet, tant lors de l'établissement des conventions judiciaires d'intérêt public, que de leur exécution. A ce titre :

- l'AFA et le Parquet National Financier ont publié conjointement des "*Lignes directrices sur la mise en œuvre de la convention judiciaire d'intérêt public*" réalisées conjointement (voir notre *Client Briefing – PNF-AFA Guidelines on CJIP*) ;
- l'AFA a procédé à deux examens préalables à l'établissement d'éventuelles CJIP à la demande du Parquet National Financier ;
- l'AFA a également été requise par deux parquets et une fois saisie par une administration agissant sur réquisition.

Sur le plan administratif, l'AFA et la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) ont signé un protocole de coopération qui précise les modalités par lesquelles le président de la HATVP peut saisir l'AFA d'une demande de contrôle.

UNE COOPERATION INTERNATIONALE RENFORCÉE

En 2019, l'AFA a été élue à la présidence du réseau "*Network of Corruption Prevention Authorities*" (NCPA)¹. Il s'agit du réseau des autorités de prévention de la corruption destiné à promouvoir la collecte, la gestion et l'échange systématique de renseignements, d'informations et de bonnes pratiques entre ces autorités.

L'AFA a également renforcé sa coopération avec des institutions et des autorités étrangères spécialisées dans la lutte contre la corruption (trois protocoles ont été signés avec le Koweït, l'Égypte, le Brésil et deux partenariats renforcés ont été signés avec la Banque mondiale et la banque interaméricaine). Elle a également renforcé sa coopération avec les autorités de poursuites étrangères anglaise et américaine du *Serious Fraud Office* (SFO) et du *Department of Justice* (DOJ).

Elle a notamment assuré le suivi de 3 dossiers d'entreprises françaises poursuivies ou sanctionnées par les États-Unis, la Grande Bretagne et la Banque Mondiale.

¹ A ce jour, les membres du réseau NCPA sont les suivants : Albanie, Autorité palestinienne, Azerbaïdjan, Bénin, Bosnie-Herzégovie, Brésil, Canada, Croatie, Danemark, Estonie, France, Grèce, Italie, Jordanie, Macédoine du nord, République de Moldavie, Maroc, Monténégro, Roumanie, Serbie, République slovaque, Slovaquie, Tunisie, Ukraine

C L I F F O R D C H A N C E

Par ces actions, le directeur de l'AFA poursuit son objectif de positionnement international de l'agence afin de devenir un interlocuteur privilégié des autorités judiciaires et administratives étrangères.

CONTACTS

Thomas Baudesson
Partner

T +33 1 4405 5443
E thomas.baudesson@cliffordchance.com

Alice Dunoyer de Segonzac
Associate

T +33 0 4405 5262
E alice.dunoyerdesegonzac@cliffordchance.com

Charles-Henri Boeringer
Partner

T +33 1 4405 2464
E charles-henri.boeringer@cliffordchance.com

Karima Chaïb
Associate

T +33 0 44 05 5219
E karima.chaib@cliffordchance.com

This publication does not necessarily deal with every important topic or cover every aspect of the topics with which it deals. It is not designed to provide legal or other advice.

www.cliffordchance.com

Clifford Chance, 1 rue d'Astorg, CS 60058, 75377 Paris Cedex 08, France

© Clifford Chance 2019

Clifford Chance Europe LLP est un cabinet de sollicitors inscrit au barreau de Paris en application de la directive 98/5/CE, et un limited liability partnership enregistré en Angleterre et au pays de Galles sous le numéro OC312404, dont l'adresse du siège social est 10 Upper Bank Street, London, E14 5JJ.

Abu Dhabi • Amsterdam • Barcelona • Beijing • Brussels • Bucharest • Casablanca • Dubai • Düsseldorf • Frankfurt • Hong Kong • Istanbul • London • Luxembourg • Madrid • Milan • Moscow • Munich • Newcastle • New York • Paris • Perth • Prague • Rome • São Paulo • Seoul • Shanghai • Singapore • Sydney • Tokyo • Warsaw • Washington, D.C.

Clifford Chance has a co-operation agreement with Abuhimed Alsheikh Alhagbani Law Firm in Riyadh.

Clifford Chance has a best friends relationship with Redcliffe Partners in Ukraine.

AFA 2019 ANNUAL REPORT

On 9 July 2020, the French Anti-Corruption Agency (*Agence Française Anticorruption*, or the AFA), published its annual report. Contrary to the 2018 Annual Report, which specified the AFA's expectations regarding the content of certain measures of anti-bribery programs (see our Client Briefing - AFA 2018 Annual Report), this third report is intended to be more descriptive, although it does point to possible changes in audit methods, favoring a thematic rather than an exhaustive approach. The report highlights in particular the strengthening of cooperation between the AFA and other administrations, as well as with foreign anti-corruption authorities. While in 2018, the AFA sought to affirm its standards in the fight against corruption, this year it seeks to highlight its position on the international stage.

KEY FIGURES

40 audits were conducted in 2019 (versus 47 in 2018):

- 36 were done at the initiative of the AFA (versus 43 in 2018); and
- 4 were done as part of the enforcement of a *convention judiciaire d'intérêt public* (French-styled DPAs, henceforth CJIP). The audits were conducted in 2018 and the cases were prosecuted in 2019.

20 audits were conducted on corporate entities (including 3 "global audits" on CAC 40 companies, 12 "thematic audits" on companies who operate in exposed sectors, 5 "follow-up audits" subsequent to warnings issued by the Director of the AFA), and 16 audits on public entities. The trend toward "thematic audits" that cover only certain components of the anti-bribery program is a welcomed development as it enables a more targeted approach to auditing, thus limiting the volume of information and documents requested from entities, as opposed to the systematic approach predominantly practiced by the agency so far.

In terms of training and advising, the AFA carried out 69 sessions to raise awareness on corruption prevention and 50 training sessions on this subject. It also handled 109 written referrals (76 from corporate entities and 33 from public companies).

The AFA has received 229 alerts, 2 of which contributed to the decision of the Director of AFA to initiate audits (including one on the obligations found in

Key takeaways

- The AFA audited 40 companies, 20 of which were private companies
- Of these 40 audits, 36 were carried out at the initiative of the AFA and 4 as part of the enforcement of *CJIPs*
- The AFA considers that the commitment of top management remains generally insufficient and that the methodology used in risk mapping and third party assessments is still too vague (unlike the code of conduct, whistleblowing channels and training programs, which are easier to implement)
- The AFA noted that breaches today are less about the total absence of preventive measures than about non-compliance or failure to implement relevant measures
- The AFA submitted cases to the Sanctions Commission for the first time in 2019
- Cooperation between the AFA and foreign anti-corruption authorities has been considerably strengthened

Article 17 of the Sapin II Law and the other on the basis of Article 3 of the Sapin II Law).

The AFA addressed 7 alerts to the French National Financial Prosecutor (*Parquet National Financier*, or PNF) and to the prosecutors' offices in Paris, Bordeaux, Marseille and Nanterre on the grounds of Article 40 of the French Code of Criminal Procedure. The facts reported were liable to constitute corruption, as well as other offences, such as tax fraud, bankruptcy, fraud and concealment of forgeries in relation to works of art and counterfeiting works of art. Among these alerts, 4 concerned public companies that were subject to an AFA audit and 3 concerned private companies that have not yet been audited. Judged serious enough to be forwarded to the prosecutorial authorities, the cases were derived from alerts sent to the AFA.

On the other hand, no facts that could constitute an obstacle to an AFA audit were reported.

Key figures concerning the audited companies

- Turnover between €58 million and €102 million;
- Between 1,500 and 211,000 employees; and
- Between 1 and 505 subsidiaries each, with the average number of foreign subsidiaries at 56%

LESSONS LEARNED FROM THE AUDITS AND FROM THE FIRST DECISION OF THE SANCTIONS COMMISSION

The AFA drew three lessons from the audits conducted in 2019:

- The commitment of top management is increasing, but remains, nevertheless, insufficient; this point had already been made in the 2018 Annual Report and remains relevant today;
- Some measures of the anti-bribery program - such as the code of conduct, training programs and whistleblowing channels - seem easier to implement compared to other measures whose methodology lacks precision (for example, risk mapping or third party assessments); and
- Recent deficiencies identified now relate more to the non-compliance or failure to deploy anti-bribery programs and policies, than to the non-existence of an anti-bribery program.

The report also points out that it was possible to evaluate the impact of the warnings issued by the Director of the AFA in 2019. Following two warnings issued by the Director of the AFA in 2018, audits were conducted in 2019 to assess the follow-up measures taken; the result was that all violations initially observed were lifted, confirming the agency's approach.

The first decision of the Sanction Commission, handed down on 4 July 2019, was also an opportunity for the AFA to reaffirm its approach to audit methodology and procedure. Although the committee considered that the violations noted in the AFA's final audit report were no longer applicable at the time of the hearing, the AFA applauds that this decisions reminds actors that:

- The recommendations addressed to companies are of considerable importance because they enable them to improve their anti-bribery policies and eliminate identified violations, though the AFA acknowledges that they have no legislative value;
- The AFA may request any document useful for an audit; and
- The presence of the Director of the AFA at a public hearing does not undermine the judicial principles of independence and impartiality.

JUDICIAL AND ADMINISTRATIVE COOPERATION

The AFA is becoming more and more deeply entrenched in the French judicial and administrative landscape, and developing into a privileged interlocutor of the public prosecutor's office, both in the signing of CJIPs and in their execution. As such,

- The AFA and the PNF jointly published "*Guidelines on the implementation of the CJIP*" (see our Client Briefing - PNF-AFA Guidelines on CJIP);
- The AFA carried out preliminary examinations of two potential CJIPs at the request of the PNF; and
- The AFA has also been requested by two public prosecutors' offices to gather information and solicited by one administration acting on requisition.

At the administrative level, the AFA and the High Authority for the Transparency of Public Life (*Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique*, henceforth HATVP) signed a cooperation protocol which specifies the procedures by which the President of the HATVP may request the AFA to conduct an audit.

ENHANCED INTERNATIONAL COOPERATION

In 2019, the AFA was elected Chair of the Network of Corruption Prevention Authorities (NCPA).² The NCPA is a network that seeks to promote the systematic collection, management and exchange of intelligence, information and best practices between authorities.

The AFA has also enhanced its cooperation with and support of foreign anti-corruption institutions and authorities (3 protocols were signed with Kuwait, Egypt and Brazil, and 2 partnerships were strengthened with the World Bank and the Inter-American Bank). It also furthered its cooperation with the British and American prosecutorial authorities, the Serious Fraud Office (SFO) and the Department of Justice (DOJ).

In particular, the AFA followed three cases of French companies prosecuted or sanctioned by the United States, the UK and the World Bank.

Through these actions, the Director of the AFA is pursuing his goal of placing the agency on the international stage in order to become a favored interlocutor of foreign judicial and administrative authorities.

² The members of the NCPA network include: Albania, Azerbaijan, Benin, Bosnia and Herzegovina, Brazil, Canada, Croatia, Denmark, Estonia, France, Greece, Italy, Jordan, Moldova, Montenegro, Morocco, North Macedonia, Romania, Serbia, Slovak Republic, Slovenia, Palestinian Authority, Tunisia and Ukraine.

C L I F F O R D C H A N C E

CONTACTS

Thomas Baudesson
Partner

T +33 1 4405 5443
E thomas.baudesson@cliffordchance.com

Alice Dunoyer de Segonzac
Associate

T +33 0 4405 5262
E alice.dunoyerdesegonzac@cliffordchance.com

Charles-Henri Boeringer
Partner

T +33 1 4405 2464
E charles-henri.boeringer@cliffordchance.com

Karima Chaïb
Associate

T +33 0 44 05 5219
E karima.chaib@cliffordchance.com

This publication does not necessarily deal with every important topic or cover every aspect of the topics with which it deals. It is not designed to provide legal or other advice.

www.cliffordchance.com

Clifford Chance, 1 rue d'Astorg, CS 60058, 75377 Paris Cedex 08, France

© Clifford Chance 2019

Clifford Chance Europe LLP est un cabinet de sollicitors inscrit au barreau de Paris en application de la directive 98/5/CE, et un limited liability partnership enregistré en Angleterre et au pays de Galles sous le numéro OC312404, dont l'adresse du siège social est 10 Upper Bank Street, London, E14 5JJ.

Abu Dhabi • Amsterdam • Barcelona • Beijing • Brussels • Bucharest • Casablanca • Dubai • Düsseldorf • Frankfurt • Hong Kong • Istanbul • London • Luxembourg • Madrid • Milan • Moscow • Munich • Newcastle • New York • Paris • Perth • Prague • Rome • São Paulo • Seoul • Shanghai • Singapore • Sydney • Tokyo • Warsaw • Washington, D.C.

Clifford Chance has a co-operation agreement with Abuhimed Alsheikh Alhagbani Law Firm in Riyadh.

Clifford Chance has a best friends relationship with Redcliffe Partners in Ukraine.